

Consultation publique de l'Arcep

Conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil
d'Orange : modification de la décision n° 2017-1488 21 juin 2023

du 21 juin 2023 au 21 juillet 2023

Réponse d'Orange Concessions

Lien vers la consultation publique :

<https://www.arcep.fr/actualites/les-consultations-publiques/p/gp/detail/conditions-economiques-acces-infrastructures-genie-civil-orange-modification-decision-2017-1488-210623.html>

Contact Orange Concessions : marieamelie.lecoq@orangeconcessions.com

Dans un contexte où les abonnements au FttH deviennent majoritaires, l'Autorité souhaite modifier la méthode d'allocation des coûts de génie civil d'Orange entre cuivre et fibre. A compter du 1er mars 2024, pour l'établissement des tarifs de l'année n, l'Autorité envisage la prise en compte des accès prévisionnels au 30 juin de l'année n et non plus les accès constatés au 30 décembre de l'année n-2 pour le calcul de la clé d'allocation. Dans cette consultation publique, l'Autorité a publié les chroniques des coûts prévisionnels d'Orange en base 100, et précise les modalités envisagées relatives à ce changement.

Orange Concessions souhaite éclairer sa position concernant les sujets structurants pour elle.

Suite à la consultation publique « bilan et perspectives » des analyses de marché de l'accès fixe à haut et à très haut débit, menée du 13 juillet 2022 au 28 septembre 2022, l'Autorité indique que « les acteurs ont fait part de leurs préoccupations quant à la prévisibilité de la tarification de l'accès au génie civil d'Orange résultant de la modification envisagée de la clé de référence des coûts de génie civil ».

Orange Concessions apprécie la prévisibilité communiquée par l'Autorité en base 100 des coûts annuels du génie civil de boucle locale d'Orange. Néanmoins, elle demande le renforcement de la prévisibilité des tarifs de l'accès au génie civil d'Orange ou, à défaut, de confirmer ceux communiqués en octobre 2015 s'ils restent inchangés.

Orange Concessions apprécierait que l'Autorité publie et mette à jour tous les ans ces tarifs prévisionnels pour en renforcer la prévisibilité et assurer l'équilibre économique relatif au tarif récurrent de la composante de location de GC du segment PM-PB des offres d'accès aux Lignes FTTH (en cofinancement et en location). Ce renforcement permettra une homogénéité des modèles d'évolution de cette composante entre les opérateurs d'infrastructure, ce qui nous semble attendu par l'ensemble des parties prenantes.

Orange Concessions demande à l'Autorité une formalisation par écrit de la possibilité pour les opérateurs d'infrastructure de faire évoluer le tarif de la composante de location de GC annuellement pour permettre la répercussion de tous les coûts de GC, notamment ceux relatifs aux tarifs de l'accès au génie civil d'Orange.

Comme la composante de location de GC de l'offre d'accès aux Lignes FTTH est facturée aux opérateurs commerciaux sur la base des clients raccordés, et que les tarifs de l'accès au génie civil d'Orange sont facturés sur la base des clients couverts, la prise en compte du taux de pénétration plus faible que prévu et un démarrage des déploiements plus tardif en zone RIP sont nécessaires dans les modèles.

Cette formalisation par l'Autorité est nécessaire pour faciliter la répercussion des coûts avec un modèle homogène et juste, prenant en compte les prévisions du taux de pénétration et l'ancienneté du réseau.

Cette formalisation par écrit ainsi que le renforcement de la prévisibilité des tarifs permettront aux opérateurs d'infrastructure une répercussion homogène pour laquelle Orange Concessions attend le soutien et d'éventuelles orientations du régulateur.

D'autre part, l'Autorité considère « qu'il est justifié et proportionné de prendre en compte les accès prévisionnels (mi-année n) et non plus constatés fin année n-2 pour l'établissement des tarifs de l'année n, à compter du 1er mars 2024 ».

Orange Concessions comprend cette considération car la répercussion des coûts est normale et justifiée. Néanmoins il nous semble opportun de vérifier à nouveau l'exactitude et la tendance de ces trajectoires en février de l'année n avant application le 1^{er} mars.